

Et la croissance ? Bordel !

note [hussonet](#) n°25, octobre 2010

Grow, dammit, grow! titrait récemment *The Economist*¹. Tout le dossier est une réflexion sur les meilleurs moyens de relancer la croissance de la machine capitaliste que l'hebdo néo-libéral résumait ainsi : réformes structurelles et politiques macroéconomiques prudentes. Plusieurs études récentes, émanant notamment du FMI² montrent en effet que les coupes budgétaires brident la croissance et que la « rilance » (rigueur + relance) de Mme Lagarde est un fantasme.



Cette critique « keynésienne » est l'axe du *Manifeste des économistes atterrés*³. Ils ont parfaitement raison de l'être. Et leurs propositions, qui consistent notamment à encadrer le fonctionnement de la finance et à trouver d'autres financements pour les déficits, sont légitimes et rationnelles. Cela dit, le fait de souligner le biais récessionniste des politiques menées est une chose. Mais il n'est pas possible de franchir le pas qui consisterait à faire du retour à la croissance la solution à tous nos maux.

La première raison est qu'il ne suffit pas de sauter sur sa chaise comme un cabri en disant croissance ! croissance ! croissance ! pour que celle-ci soit au rendez-vous. Dans une note consacrée à ce sujet, le proluxe Artus avoue, et c'est tout à son honneur, qu'on ne sait pas comment s'y prendre. Les problèmes sont bien identifiés mais « il subsiste une très forte incertitude sur les politiques économiques visant à résoudre ces problèmes »⁴. On n'a en effet, « que des idées très incertaines des facteurs explicatifs les plus importants de la faible croissance des entreprises des pays du Sud de la zone euro : les règles du marché du travail, la fiscalité, l'éducation ne semblent pas jouer de rôle ».



Deuxième raison : la croissance a en grande partie quitté les pays avancés pour devenir l'apanage du reste du monde et notamment des pays émergents. En 1989 les pays avancés représentaient 60 % du Pib mondial ; trente ans plus tard, en 2009, ils ne sont plus qu'à 45 %. Sur les dix années précédant la crise, le Pib a progressé à un rythme annuel de 2,6 % dans les pays avancés soit à peu près moitié moins que dans le reste du monde dont la croissance moyenne a été de 5 % par an. La crise ne fait qu'accentuer ce phénomène. Les dernières prévisions du FMI pour 2011 donnent une croissance de 2,2 % dans les pays avancés, et de 6,4 % pour le reste du monde⁵. Dans ce même rapport, le FMI pose la question à 1000 dollars : « la croissance lente des économies avancées induit-elle nécessairement une croissance lente dans les économies émergentes » ? Et la réponse est qu'il y a « de bonnes raisons de penser que les bonnes performances des économies émergentes vont continuer ».

Troisième raison : la répartition. Admettons qu'il y ait un supplément de croissance mais que celui-ci soit capté par une fraction réduite de la population, comme c'est devenu la règle depuis plus de 20 ans. Cela ne change donc rien du point de vue du niveau de vie de l'immense majorité. La seule différence, c'est qu'on peut espérer des créations d'emplois supplémentaires. Or, rien ne garantit que ces créations d'emplois

¹ « How to grow », *The Economist*, 9 Octobre 2010.

² FMI, *Recovery, Risk, and Rebalancing*, [World Economic Outlook](#) October 2010.

³ [Manifeste des économistes atterrés](#).

⁴ « Pays du Sud de la zone euro : des problèmes bien identifiés ; mais beaucoup d'incertitudes sur les bonnes solutions », [Flash Natixis](#) n°508, 4 octobre 2010.

⁵ FMI, déjà cité.

seront pérennes, ce qui n'est pas vérifié à moyen terme en France⁶. Mais même en admettant que ce soit le cas, on est dans une situation « à la Malthus » où le destin des salariés dépend de la consommation des riches. Dans ces conditions, mieux vaudrait réduire le temps de travail et répartir autrement le revenu que trimer plus pour une croissance captée par une minorité.

Le fond de la question est que le capitalisme a besoin de croissance et que c'est avec ce critère qu'il évalue la bonne santé de l'économie. De même qu'on tombe si l'on s'arrête de pédaler, le capitalisme entre en crise quand il cesse de dégager des gains de productivité. L'idée d'un état stationnaire du capitalisme est par conséquent un oxymore. C'est pourtant la référence de critiques de la croissance comme Herman Daly⁷, ou plus récemment Tim Jackson⁸ qui écrit dans son rapport (par ailleurs passionnant) : « La productivité du capital va probablement baisser. Les rendements seront moins élevés et étalés sur une période de temps plus longue. La rentabilité - au sens traditionnel du terme - sera réduite. Cela pose problème dans une économie fondée sur la croissance, mais n'aurait aucune importance dans une économie de prospérité ». Mais c'est absurde : le capitalisme ne peut fonctionner ainsi⁹ et remettre en cause la croissance tout en voulant conserver le capitalisme n'a pas de sens. La critique de la croissance sera anticapitaliste ou ne sera pas.

Et c'est pourquoi aussi ce système est fondamentalement incapable de traiter la question climatique. Comment imaginer par exemple un capitalisme qui freinerait sa rotation et donc sa rentabilité en fabriquant des produits conçus pour durer ? Comment ne pas constater que l'écotaxe s'est effacée devant la prime à la casse ? Tous calculs faits, il ne semble pas possible d'atteindre les objectifs de réduction d'émissions sans bloquer la croissance¹⁰.

La crise sociale et écologique appelle donc un renversement de perspective : plutôt que de chercher les moyens de relancer la croissance pour créer des emplois, il faut remettre les choses à l'endroit. Autrement dit, partir des besoins sociaux démocratiquement définis et réfléchir à leur satisfaction optimale. La première étape est la remise en cause de la répartition des revenus actuelle qui fait dépendre le bien-être de la majorité - et notamment l'emploi - du rendement des actions. Et la suivante est la remise en cause de la propriété privée qui revient à déposséder la société du choix de ses priorités.

⁶ [Et si la croissance ne créait pas d'emplois ?](#), note *hussonet* n°23, octobre 2010.

⁷ Herman Daly, *Steady-State Economy*, 1991; *Beyond Growth*, 1996.

⁸ Tim Jackson, *Prosperity without growth*, Earthscan, 2009.

⁹ Richard Smith, « [Beyond growth or beyond capitalism?](#) », *real-world economics review* n°53, juin 2010.

¹⁰ [Croissance sans CO² ?](#), note *hussonet* n°24, octobre 2010.